



MORT D'UN POETE

Arqueles Morales nous a quitté, et il va être dur à plus d'un d'apprendre à vivre sans lui.

L'AFFRONTLEMENT POLITIQUE, SEULE POSSIBILITE POUR L'OPPOSITION

L'éventualité d'une victoire de la Contra ou d'une intervention directe des Etats-Unis se faisant chaque jour plus improbable, l'opposition devrait se constituer un programme, selon le responsable du Parti populaire social chrétien. La dernière réunion du "groupe des Quatorze" n'a pas constitué un progrès dans ce sens.

AUCUN SIGNE DE PAIX DU COTE DES ETATS-UNIS

Faisant un bilan de la guerre, le ministre de la défense Humberto Ortega a souligné la baisse de l'activité militaire de la Contra après les accords de Sapoá et le maintien de l'attitude agressive des Etats-Unis.

UNE ENQUETE SUR L'AVORTEMENT

Un médecin a mené une étude sur les cas de complications après un avortement clandestin et a tenté de chiffrer les coûts pour le système de santé publique. La dépenalisation lui semble être la solution.

L'INDUSTRIE SUCRIERE EN VOIE DE RECUPERATION

Après une longue période de faible rendement, l'industrie sucrière du Nicaragua se prépare à dépasser le niveau de production des dernières années.

EL SALVADOR: "SEPARER" LA POPULATION CIVILE DE LA GUERILLA

Victimes des escadrons de la mort ou des forces armées, les droits de l'homme sont de plus bafoués au Salvador.

EN BREF :

- Arrivée de l'aide française

Chers amis, chères amies, nous vous remercions de la solidarité dont vous avez fait preuve durant l'année écoulée. Merci de votre encouragement, de vos critiques. Merci de votre aide financière qui nous est parvenue à la suite de notre appel après l'ouragan "Joan" (10'000.- frs. nous sont parvenus à ce jour).

Le prochain bulletin sera publié le 10 janvier 1989. - Joyeux Noel !

LOP 11481

MORT D'UN POÈTE

Arqueles Morales, sous-directeur de l'ANN, vient de mourir à Cuba où il avait été transporté à son retour d'une tournée en Europe destinée à recueillir des fonds pour l'agence. Sa mort très rapide a surpris tous ses amis. Il est parti sans nous prévenir, comme l'a dit le commandante Carlos Nuñez.

Nous vous proposons quelques données biographiques de celui qui fut un Centraméricain ami des plus grands.

Arqueles Morales est né en 1940 à Jutiapa, au Guatemala. C'est dans la capitale de sa patrie qu'il commence, à 13 ans, à mener, des activités politiques. En 1954, après le coup d'Etat dirigé par les Etats-Unis contre Jacobo Arbenz, il part en exil avec de nombreux autres, dont le poète Otto René Castillo.

C'est au Salvador qu'Arqueles fait la connaissance du poète et guerrillero Roque Dalton, avec qui il entame une profonde amitié. Plus tard, il part pour l'Argentine où il retrouve d'autres Guatémaltèques exilés, parmi lesquels Miguel Angel Asturias. Il est alors en contact avec de jeunes militants centraméricains, qui plus tard allaient devenir des dirigeants dans leurs pays respectifs. Il est connu comme poète: Miguel Angel Asturias le considère comme l'un des plus grands espoirs de la poésie, l'aide et le conseille. Arqueles continue à militer dans le mouvement de solidarité avec le Guatemala et plus tard avec Cuba. C'était alors un jeune homme maigre et bohème, qui se passait souvent de manger.

En 1962, il part pour la RDA, puis il vit ensuite à Prague, où il retrouve Roque Dalton. Selon le fils du poète salvadorien, la famille d'Arqueles et la sienne ne formaient qu'une seule tribu aux liens très intimes.

En 1968, Arqueles et Roque Dalton s'installent à Cuba, où ils travaillent pour "la Casa de las Americas". Puis Arqueles entre à l'agence Prensa Latina, dont il devient le premier correspondant au Panama. Dans ce pays, il se lie avec le chef de l'Etat, le général Omar Torrijos, avec qui il travaille en étroite collaboration. Mais, dans le même temps, Arqueles est en contact avec les révolutionnaires centraméricains, entre autres avec Carlos Fonseca et Tomas Borge, fondateurs du FSLN, avec lequel il collabore jusqu'au triomphe de la révolution sandiniste.

C'est en 1980 qu'il décide de s'installer au Nicaragua et s'intègre au projet du nouveau gouvernement concernant l'information. Il entre à *Barricada*, organe du FSLN, où il forme toute une génération de journalistes. En même temps, il collabore aux maisons d'édition *Editorial Nueva Nicaragua* et *Editorial Vanguardia*. Depuis un an, il travaillait pour l'ANN où il assumait les tâches de sous-directeur et d'éditeur avec enthousiasme car, disait-il, cela lui rappelait sa jeunesse.

Parmi toutes les actions qu'il a mené en faveur de différents pays, il a toujours été davantage préoccupé par le Guatemala, "une épine dans mon âme" comme il le confessait. Il y était revenu clandestinement en 1974, pour revoir ses parents et mener une mission, puis officiellement comme journaliste lors de la signature des accords d'Esquipulas, cette fois-ci avec un passeport nicaraguayen.

Arqueles était un livre vivant. Tous ses amis espéraient qu'il écrirait un jour le récit de son expérience. Mais il a laissé de côté son oeuvre littéraire pour se consacrer au journalisme et aux tâches politiques. Il a écrit au Nicaragua *Con el corazon en el disparador* (avec le coeur sur la gâchette) sur l'insurrection à Managua. Il laisse des ouvrages inédits: un livre sur l'histoire du front nord, un roman et des poèmes.

ANN ACTUALITE :

L'INFORMATION, UN PRODUIT D'EXPORTATION

L'Agencia Nueva Nicaragua se distingue des autres agences de presse par son autodétermination. Petit pays s'il en est, le Nicaragua veut, en tant que producteur d'informations, rompre la dépendance régnante. Le Tiers-Monde doit avoir les moyens d'offrir sur le marché mondial de l'actualité le produit d'exportation "information", et ce de façon autonome. L'ANN défend la cause d'un Nouvel Ordre Mondial de l'Information qui permettra aux pays du Tiers-Monde d'organiser eux-mêmes les circuits qu'empruntent les nouvelles, du producteur au consommateur.

Un pays du Sud exportateur de produits agricoles est soumis à des structures de pouvoir économique évidentes. En effet, ce sont les pays industrialisés qui fixent le prix de vente de ses matières premières sur le marché mondial. C'est également chez eux qu'ils transforment celles-ci, profitant actuellement des cours effondrés. En retour, les pays du Sud doivent acheter, cette fois au prix fort, les produits manufacturés dont ils ont besoin.

Ce circuit à sens unique ne se limite pas au commerce traditionnel des matières premières et des produits agricoles. L'information, elle aussi, est assujettie à ces dérèglements. Pour les grandes agences transnationales (AP, AFP, Reuter ou Tass), le Tiers-Monde sert de réservoir à informations bon marché. Celles-ci sont retravaillées loin de leur lieu d'origine et le produit fini, la nouvelle, repart vers le Sud à travers les réseaux des grandes agences installées dans le monde entier. L'information, à ce stade fortement imprégnée de la vision du monde qu'ont Européens et Nord-Américains, devient alors un produit importé par les pays du Sud qui vaut très cher.

Le Nicaragua s'efforce de sortir de ce cercle vicieux, tant pour ses produits traditionnels d'exportation (café, coton, sucre, viande de boeuf) que pour l'information. L'ANN s'emploie à tracer un nouveau chemin. De ses propres moyens, elle capte et rédige les nouvelles sur le Nicaragua et les autres pays latinoaméricains. Elle les traduit et elle les diffuse. Sept journalistes travaillent au bureau de rédaction central à Managua, et quatre correspondants sont en poste à Matagalpa, Juigalpa, Puerto Cabezas et Bluefields. Ces bureaux régionaux sont reliés par télécopieur à Managua et dans le cas de Puerto Cabezas, le bureau de l'ANN assure la seule communication civile avec la capitale, depuis que la Contra a détruit il y a quelques années la ligne téléphonique.

En plus du travail d'information réalisé à l'intérieur du pays, l'ANN entretient également des bureaux à New York (à l'ONU), à Washington et dans la stratégie capitale du Mexique, puisqu'elle est un véritable point de convergence pour la couverture des événements de toute l'Amérique latine.

L'ANN tente également d'assumer par elle-même la diffusion de l'information. Des publications hebdomadaires paraissent, depuis Washington, en anglais, depuis l'ANN-Europe à Zurich, en français et en allemand. Le bureau de Mexico et depuis peu celui de Zurich offrent à leurs abonnés un service quotidien de dépêches en espagnol.

Grâce à la collaboration d'agences amies, la diffusion s'étend à d'autres pays. Des contrats de coopération signés avec plusieurs agences permettent de faire passer dans leur réseau respectif jusqu'à cinq nouvelles par jour en langue espagnole. Ainsi Prensa Latina (Cuba), Tanjug (Yougoslavie), Angop (Angola), Tass (URSS), laquelle se charge de retransmettre les messages aux agences nationales hongroise, tchèque et allemande (DDR). Dans tous ces cas, l'ANN assume l'entière responsabilité du contenu de l'information. Chaque antenne réceptrice (quotidien, station de radio ou de TV) peut exactement identifier l'origine d'une dépêche en provenance de l'ANN qui circule par exemple via Tanjug.

Alors que l'ANN s'engage dans la dixième année de son existence et de son développement, l'objectif, qui est de doter le Nicaragua d'une voix forte dans le monde, n'est pas encore atteint. Avec votre abonnement, vous défendez ce projet, vous lui donnez les moyens de continuer à tracer son chemin et de se consolider dans le Tiers-Monde et ici en Europe.

ANN-Europe

L'AFFRONTLEMENT POLITIQUE, SEULE POSSIBILITE POUR L'OPPOSITION

par Sonia Gonzalez

Managua, (ANN). Définir une stratégie électorale pour affronter le FSLN et renouer le dialogue national, telles sont les tâches que l'opposition doit se fixer, selon Mauricio Díaz, responsable du Parti populaire social chrétien (PPSC).

Mauricio Díaz, dans un entretien diffusé par une radio nicaraguayenne, a analysé la situation nationale et a reconnu qu'en ce moment, les conditions d'un accord susceptible d'aider à affronter la crise économique sont en train de mûrir, tant sur le plan national qu'international. Pour lui, la reprise du dialogue national entre le gouvernement et l'opposition doit s'inscrire dans le cadre fixé par les accords d'Esquipulas II et la constitution nicaraguayenne.

Le dialogue national a été suspendu en avril dernier après le retrait de l'opposition qui exigeait 17 réformes constitutionnelles immédiates avant d'entamer les négociations. M. Díaz est partisan d'un assouplissement des positions des deux parties et de l'établissement d'un agenda de négociation "réaliste et pragmatique" afin de définir le calendrier des élections et les conditions juridiques et politiques pour les municipales, les législatives et la présidentielle. Pour lui, l'exigence des réformes de la constitution "ne doit pas être pris comme une question de vie ou mort" mais l'on doit extraire les éléments "cohérents et nécessaires pour la démocratisation prévue par Esquipulas". Parmi les modifications constitutionnelles demandées par l'opposition, figurent entre autres l'interdiction d'un deuxième mandat pour le président de la République et de la succession familiale dans cette charge, la reconnaissance du statut d'objecteur de conscience permettant de ne pas faire le service militaire, l'interdiction pour les militaires de voter et la séparation entre l'Etat, le parti et l'armée.

Le dirigeant du PPSC estime que les partis politiques doivent se fixer des tâches et définir leur stratégie pour affronter le FSLN, qui "n'a pas été vaincu sur le plan militaire et continue à ne pas l'être sur le plan politique". Il reconnaît que, bien que le Front sandiniste se trouve confronté à une crise économique sans précédent, l'opposition n'a pas réussi à capitaliser le mécontentement, phénomène qu'il attribue au fait que "historiquement, l'opposition a toujours été fragile".

Cette fragilité de l'opposition, ses limites, et l'illégitimité de la lutte de la contre-révolution rendent "nécessaire de négocier une paix honorable" explique M. Díaz. Selon lui, l'adoption par George Bush d'une ligne visant à récupérer le soutien des gouvernements démocratiques d'Amérique latine et à rompre l'isolement dans lequel est tombé Ronald Reagan aiderait ce processus. De plus,

le dirigeant du PPSC signale que le Congrès étatsunien ne semble pas disposé à accorder à moyen terme un nouveau financement à la Contra.

M. Díaz a affirmé que "bientôt nous reviendrons à la table des négociations" et que la Contra devra définir son rôle. Il fait remarquer que les convergences politiques qui existent entre l'opposition interne et la Contra pourraient amener à une "négociation triangulaire" entre ces dernières et le gouvernement.

Il a cependant reconnu que dans le groupe des quatorze partis politiques (appelé *groupe des Quatorze* créé après la signature des accords d'Esquipulas, il y a des positions différentes, les uns étant en faveur d'une solution armée, les autres partisans d'une solution négociée. "Nous ne croyons pas que le renversement des Sandinistes par les armes soit la solution adéquate pour le Nicaragua et nous devons accepter le FSLN comme une grande force militaire et politique". Entre ces positions opposées au sein du *groupe des Quatorze*, les dirigeants ont la responsabilité de chercher une stratégie commune, un programme d'action, et de définir des objectifs et des procédures pour la lutte politique.

Contrairement à ce que pensent encore certains partis, pour M. Díaz "l'idée que les *Marines* vont débarquer au Nicaragua s'évanouit de plus en plus, et ce qu'il reste, c'est l'affrontement politique avec le FSLN".

C'est cette idée que le leader du PPSC a défendu le dimanche 18 décembre lors d'une réunion du *groupe des Quatorze* auquel s'était joint le congrès permanent des travailleurs.

Il a invité l'opposition à quitter "les attitudes sectaires et les prétentions messianiques pour créer un véritable commando pour la paix". Mais il semble qu'il n'ait pas été écouté, puisque, loin d'abandonner l'exigence de 17 réformes de la constitution, les intervenants ont demandé en plus la modification de trois lois qui viennent juste d'être approuvées par le parlement. La rencontre de dimanche n'a pas marqué non plus un progrès vers la constitution d'un programme politique du groupe, même si le représentant du Parti libéral indépendant a estimé que les Quatorze "ont besoin d'une unité organique pour être une véritable alternative".

Les observateurs se demandent quel programme pourrait offrir aux Nicaraguayens un groupement qui comprend aussi bien la droite la plus réactionnaire que le Parti socialiste et le parti communiste et ne s'est toujours pas mis d'accord sur ce qui est prioritaire, de la paix et ou de la démocratisation. Il s'agit donc d'une unité très fragile, qui n'a jamais pu empêcher le fractionnement interne des partis et reste marquée par ce qui apparaît plus comme des intérêts divergents que des courants politiques différents.

1) COMPOSITION DU GROUPE DES QUATORZE PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES D'OPPOSITION CIVIQUE

- Parti conservateur du N. PCN (fraction Rappacioli et fraction Argullo)
- Parti conserv. démocrate, PCD
- Parti social chrétien, PSC (fraction Erick Ramirez et fraction Rivas Gasteazoro)
- Parti pop. social-chrétien, PPSC
- Parti libéral, PALI
- Parti libéral indépendant, PLI
- Parti lib. indép. d'Unification, PLIUN
- Parti lib. constitutionnaliste, PLC
- Parti communiste du N., PC de N.
- Parti socialiste nicaraguayen, PSN
- Parti social démocrate, PSD
- Parti unionniste centraméricain, PUCA (fraction Arevalo)

II) COMPOSITION DU CONGRES PERMANENT DES TRAVAILLEURS

- Conféd. d'Unité syndicale, CUS
- Conféd. gén. des travailleurs du N., CGT
- Centrale d'action et d'Unité synd., CAUS
- Centrale des travailleurs du N., CTNI

AUCUN SIGNE DE PAIX DU COTE DES ETATS-UNIS

Managua, (ANN) Bien que la politique des Etats-Unis, dont l'axe central est le soutien aux forces contre-révolutionnaires, ait maintenant échoué, le danger d'une escalade militaire contre le Nicaragua n'est toujours pas écarté, selon le ministre de la défense, Humberto Ortega, qui a présenté à la presse un bilan de la guerre et du processus de négociation.

Humberto Ortega a expliqué qu'un des principaux problèmes est que l'Administration Reagan ne semble pas décidée à créer avant son départ une situation ouvrant la voie à une négociation par laquelle on pourrait parvenir à un accord sérieux et ferme entre le Nicaragua et les Etats-Unis.

Il a fait valoir que les Etats-Unis, confrontés à leur échec, maintiennent une présence militaire importante dans la région (environ 17'000 hommes) et n'ont pas abandonné leurs plans de provocation systématique essayant d'engager l'armée hondurienne dans le conflit pour créer les conditions permettant, au moment opportun, de supplanter le fer de lance de la Contra dans le cadre d'un affrontement entre l'armée hondurienne et

l'armée nicaraguayenne. En 1988, l'armée hondurienne a mené 75 actions de harcèlement contre des postes frontières nicaraguayens dont la majorité ont eu lieu après la signature des accords de Sapoá.

La présence des Etats-Unis se manifeste également par le fait qu'on a enregistré en 1988 plus de 189 vols d'exploration stratégique et d'espionnage, ce qui représente une augmentation de 20 % par rapport à 1987.

Les Etats-Unis ont utilisé surtout des avions d'exploration radioélectronique de type S-130, qui, à partir de janvier prochain, seront basés au Panama. Ces actions d'espionnage aérien, dont le nombre total depuis le début de la guerre s'élève à 1968, ont également eu lieu en majorité après Sapoá. Quant aux vols d'exploration effectués à partir du Honduras, il y en a eu 200 (60 % de plus qu'en 1987), dont 147 ont eu lieu après la signature des accords de Sapoá.

A propos de l'espionnage naval, le ministre de la défense a expliqué que la marine de guerre étatsunienne a eu à peu près le même comportement que l'an dernier. Un navire espion de type ARL-24 a stationné en permanence face aux côtes nicaraguayennes, tandis que 18 unités se sont succédé, chacune restant environ deux mois. Les Etats-Unis ont réalisé plusieurs manoeuvres navales, dont quatre manoeuvres conjointes avec des membres de l'OTAN qui ont mobilisé 60'000 hommes dans la mer caraïbe.

9 manoeuvres ont eu lieu sur terre, ce qui représente l'entraînement de 9'000 soldats appartenant principalement aux unités prévues en cas d'intervention au Nicaragua, entre autres la 82ème division aéroportée et la 7ème division d'infanterie légère. La garde hondurienne et l'armée de réserve ont été systématiquement entraînées à des exercices de génie militaire, qui entrent dans le cadre de la préparation d'infrastructures militaires dans les pays centraméricains pour appuyer les activités de déstabilisation du Nicaragua.

Humberto Ortega a dénoncé le fait que deux des trois prochaines manoeuvres qui seront réalisées au Honduras auront lieu dans des départements sur la frontière entre les deux pays, ce qui peut provoquer de très fortes tensions, comme cela avait été le cas en mars dernier durant l'exercice appelé "Faisan doré", qui avait mobilisé 5'000 hommes derrière la frontière.

Évaluant le processus de négociation de Sapoá, le ministre a signalé qu'il représentait un progrès pour la population qui ne veut plus de la guerre. Après avoir annoncé que les pertes de la Contra en 1988 s'élèvent à 2'226 hommes (morts, blessés, capturés), celles de l'armée nicaraguayenne à 611 et les pertes civiles à 1748, il a fait remarquer que ces chiffres sont moins importants qu'en 1987, même si les accords de Sapoá n'ont pas été respectés par les Etats-Unis et les mercenaires. Il juge comme

un succès que l'activité militaire de la Contra ait baissé après Sapoá. En juin et juillet on enregistre une reprise des actions des mercenaires, mais la baisse se fait à nouveau sentir par la suite à cause de l'incapacité de la contre-révolution à soutenir des affrontements avec l'armée populaire sandiniste.

Par ailleurs, le processus de négociation, qui a eu lieu aussi avec Yatama, a eu pour conséquence que 600 hommes ont déposé les armes dans la région autonome de l'Atlantique nord, ainsi que des centaines de personnes liées à la Contra dans tout le pays.

Selon Humberto Ortega, les Etats-Unis ont fortement interféré dans l'application des accords de Sapoá en maintenant leur présence et leur soutien matériel à la Contra.

UNE ENQUETE SUR L'AVORTEMENT

par Christian Neven-Dumont

Managua, (ANN). Le nombre d'avortements illégaux a augmenté ces dernières années au Nicaragua. Bien qu'ils ne soient pas sanctionnés dans les faits, la loi datant de la dictature, qui prévoit une peine de deux à huit ans de prison, est toujours en vigueur. Les femmes font appel à un médecin privé ou pratiquent l'avortement elle-mêmes. C'est ainsi que l'hôpital public Berta Calderón, qui est spécialisée dans les maladies spécifiques de la femme, reçoit chaque année des centaines de patientes présentant de sérieuses complications, entre autres des perforations de l'utérus ou de l'intestin. Le docteur Ana Maria Pizarro a réalisé, entre 1985 et 1988, une étude qui porte sur 561 cas de femmes ayant été admises à l'hôpital Berta Calderón avec des complications à la suite d'un avortement clandestin, parmi lesquelles 37 n'ont pas survécu. Elle a accepté de répondre aux questions de l'ANN.

ANN: Commentt vous est venu l'idée de réaliser cette enquête ?

AMP: C'est le grand nombre de femmes venant à l'hôpital après un avortement qui rendait ce travail nécessaire. Je l'ai entrepris en juin 1985. Entre cette date et août 1988, l'hôpital a reçu 700 patientes qui ont reconnu avoir pratiqué l'interruption de grossesse. Mais nous savons qu'il y en a beaucoup plus, qui ne l'avouent pas et nous arrivent en disant "je suis tombée" ou "j'ai été bousculée dans le bus" ou encore "mon mari m'a battue". Il y a trois ans, c'était une pratique encore plus clandestine. Maintenant, les femmes, quoiqu'avec honte, avouent qu'elles ont avorté et justifient leur décision souvent par des raisons économiques et sociales.

En 1985, il y a eu 79 cas, en 1986, 98 cas, en 1987, 193 cas et de janvier à août 1988, 330 cas. Les décès de la mère lors de l'accouchement se sont élevés à 10 pour mille enfants nés vivants et cette année, le chiffre a atteint 23 pour mille. L'étude porte sur 80 % des 700 femmes ayant reconnu qu'elles avaient pratiqué un avortement clandestin.

ANN: Ce sont donc des femmes qui ont pratiqué l'avortement elles-mêmes ?

AMP: Elles, ou un médecin, ou une sage femme. 57 % disent avoir utilisé une sonde, un fil métallique ou une substance liquide. 20 % présentaient des perforations intestinales. 53 % avaient dépassé les quatre mois de grossesse. Parmi les femmes qui sont mortes, 10 % avaient dépassé les cinq mois. C'est-à-dire que plus la grossesse est avancée, plus les complications sont sérieuses. 91 % avaient des complications graves.

90 % des femmes qui sont venues à l'hôpital et qui s'en sont sorties sont de Managua, tandis que 40 % des femmes qui sont mortes venaient des différentes régions du pays et sont arrivées dans un état si grave que l'on ne pouvait rien faire.

Dans 76 % des cas, le médecin n'avait pas demandé si la patiente utilisait un moyen de contraception. 67 % n'avait jamais eu d'avortement avant.

ANN: Qui sont les femmes qui avortent ?

AMP: La majorité d'entre elles ont entre 21 et 35 ans - c'est-à-dire que ce sont des adultes - et ont plus de deux enfants. 46 % ont suivi un enseignement secondaire. C'est un chiffre élevé. Généralement on associe l'avortement à l'ignorance, on pense qu'il s'agit de très jeunes célibataires qui veulent cacher leur grossesse. Les cas que nous avons étudiés correspondent à des femmes au foyer qui sont allées à l'école. Elles ont un conjoint avec lequel elles entretiennent une relation stable.

Il faut cependant noter que ce cadre se modifie si nous ne nous contentons pas d'examiner les données du dossier médical et si nous parlons avec les patientes. Sur 55 des femmes avec qui j'ai eu un entretien, 66 % m'ont expliqué que leur conjoint les avait abandonnées dès qu'il avait appris la grossesse. Beaucoup ont affirmé qu'elles avaient caché leur état. En fait, de très nombreux hommes, par machisme, refusent que leur compagne ait recours à la contraception et ne veulent pas utiliser eux-mêmes des préservatifs.

Nous avons évalué le coût des avortements pour l'hôpital. Les femmes admises pour des complications après un avortement représentent 1 % des malades et l'on dépensé pour elles 8 % du budget. En août 1988, le coût pour chacune s'élevait à 2'300 cordobas (soit envi-

ron 7 dollars), mais certaines complications ont entraîné des frais pour un montant de 100'000 cordobas (environ 305 dollars). Le budget total de l'hôpital s'élevait à 42 millions de cordobas, dont 3,5 ont été consacrés aux femmes ayant avorté. Avec cette somme, on aurait pu poser 11'000 stérilets, ou acheter 30'000 plaquettes de pilules ou 19'000 paquets de 10 préservatifs, ou bien on aurait pu pratiquer 977 stérilisations par intervention chirurgicale.

Rien qu'en 1988, on a dû pratiquer 100 actes chirurgicaux importants réclamant la présence de médecins spécialistes et trois heures d'opération. C'est-à-dire que le coût est véritablement très élevé.

C'est pourquoi l'étude fait un certain nombre de recommandations. Nous conseillons à l'hôpital Berta Calderón de faire en sorte que chaque femme reparte avec une méthode de contraception qui permette d'éviter un nouvel avortement. Nous suggérons au ministère de la santé de mettre en oeuvre une campagne nationale d'éducation sexuelle à l'école, mais aussi dans les centres de travail et les communautés.

ANN: Ces campagnes n'ont-elles pas déjà lieu ?

AMP: Si, mais elles sont insuffisantes. Nous proposons également à l'Assemblée nationale de dépénaliser l'avortement. Nous ne demandons pas la légalisation, mais seulement la dépénalisation, pour éviter que des femmes meurent (5 % des patientes qui vont à l'hôpital meurent des suites de leur avortement) et également pour diminuer les coûts.

ANN: Des femmes sont-elles encore jugées pour avortement ?

AMP: Très peu. Il y a deux ou trois jugements par an, qui se terminent par un non-lieu. Plus personne ne va en prison pour ça. Je ne sais même pas s'il y a des amendes. Il y a donc très peu de procès par rapport au nombre de cas, et bien sûr nous ne dénonçons pas les patientes.

ANN: Vous ne demandez pas la légalisation. Pourtant, ne pensez-vous pas qu'elle permettrait de pratiquer les avortements dans les hôpitaux ?

AMP: Pour l'instant, nous ne demandons que la dépénalisation, c'est-à-dire la suppression des peines prévues par le code civil. Mais nous envisageons dans une seconde étape la légalisation qui permettra que l'interruption de grossesse se fasse à l'hôpital. Il faudra alors prévoir toute une série de mesures concernant l'attention à la femme qui a une grossesse indésirée. Mais la dépénalisation peut permettre aussi que l'avortement ait lieu à l'hôpital à la demande de la femme. En ce moment, les médecins privés gagnent beaucoup d'argent avec les interruptions de grossesse clandestines.

ANN: L'hôpital le fera gratuitement ?

AMP: Bien sûr.

ANN: L'avortement est un thème qui provoque beaucoup de polémiques. Comment le milieu médical a-t-il accueilli votre enquête et ses conclusions ?

AMP: Notre étude est très longue et révèle la gravité du problème. De nos jours, il n'y a qu'une faible proportion de médecins qui considèrent l'avortement comme un péché, comme un attentat à la vie. La plupart pensent qu'il faut éviter que les femmes arrivent à l'hôpital dans un état grave. C'est pourquoi en général notre travail a été bien accueilli.

ANN: Les travailleurs de la santé, qu'en pensent-ils ?

AMP: J'ai fait un sondage auprès de 60 personnes, des cuisinières, des femmes de ménage, des infirmières et des surveillantes principalement. 67 % sont d'accord avec la dépénalisation, 33 % sont contre et pensent que le pays n'est pas prêt, que le ministère de la santé n'a pas les moyens. Deux personnes seulement invoquent des raisons religieuses ou morales. Il faut signaler qu'à l'hôpital, il n'y a pas de religieuses.

ANN: Il n'y a donc pas de discrimination contre les patientes ?

AMP: Les cas de mauvais traitements sont exceptionnels. Le personnel est beaucoup plus favorable qu'autrefois.

ANN: Quelles forces dans le pays sont contre l'avortement ?

AMP: Les partis de droite, qui ont les positions que tout le monde connaît, des positions réactionnaires, et qui avancent des raisons religieuses, morales, en relation avec le relâchement des mœurs. L'Eglise également, et tous les secteurs qui sont influencés par ces courants. Sont en faveur les organisations de femmes, des organisations de professionnels, comme les avocats, et nous, qui en tant que médecins, proposons une solution.

ANN: La dépénalisation peut-elle intervenir rapidement ?

AMP: Le président de l'Assemblée nationale, Carlos Nuñez, a dit que ce thème serait inscrit à l'ordre du jour du parlement en 1989 et que des solutions seront proposées, je suppose qu'il s'agit de la dépénalisation.

ANN: Les hôpitaux auront-ils les moyens de pratiquer les avortements, puisqu'ils sont si nombreux ?

AMP: Je le pense, car on utilise un procédé par aspiration qui ne nécessite pas l'hospitalisation. Ce qui va changer, c'est que les femmes n'auront plus besoin de mentir.

ANN: En Allemagne ou en France, l'avortement est légal, mais les femmes doivent suivre toute une procédure, et de plus certains hôpitaux ne veulent pas pratiquer l'interruption volontaire de grossesse. Pensez-vous qu'ici on va rendre également un peu difficile l'accès à cette méthode ?

AMP: Je le pense, car, parallèlement à l'éducation, il faut établir des normes. La femme doit repartir avec un moyen de contraception, on doit l'aider à prendre conscience que c'est un recours extrême qu'on ne peut répéter tous les mois.

ANN: L'hôpital peut-il offrir une éducation sexuelle ?

AMP: En ce moment, non. Mais il peut apporter une information et offrir des stérilets, des pilules et des préservatifs.

ANN: Il n'y a pas de pénurie ?

AMP: Elle existe non pas à l'hôpital, mais dans les centres de santé qui dépendent de la collaboration internationale.

ANN: Pratique-t-on la stérilisation ?

AMP: Oui, mais sur seulement 2 % des patientes admises après un avortement illégal. On ne la propose qu'aux femmes ayant déjà cinq enfants, car la capacité de la salle d'opération est limitée.

L'INDUSTRIE SUCRIERE EN VOIE DE RECUPERATION

par Vilma Gutierrez.

Managua, décembre (ANN). Après avoir, pendant longtemps, été en butte à de grandes difficultés pour obtenir des intrants, des pièces de rechange et de la main d'oeuvre, l'industrie sucrière a maintenant l'intention de dépasser les niveaux de production des deux dernières années.

D'après les estimations du ministère du développement agro-pastoral et de la réforme agraire (MIDINRA), la production de sucre de la campagne 1988-1989 atteindra environ 201'600 tonnes, ce qui représente environ 48'000 tonnes de plus que l'année dernière. Le président exécutif de la Corporation nationale d'agro-industrie sucrière, Manuel Coronel, a expliqué que la récolte de canne à sucre de cette campagne agricole a déjà commencé sur les plantations de la raffinerie Germán Pomares et celle de San Antonio. Il a ajouté qu'à partir de janvier prochain, la récolte commencera également dans les cinq autres raffineries de sucre qui couvrent l'ensemble du pays et qu'elle durera à peu près 120 jours.

Le fonctionnaire a déclaré que l'on peut considérer que la hausse de la production de la raffinerie San Antonio, la plus grande de toutes, est un triomphe des travailleurs. Cette raffinerie de sucre a été expropriée en juillet dernier à cause de la détérioration provoquée par la négligence de ses anciens propriétaires et à cause de la baisse constante de sa production. A titre d'exemple, cette raffinerie, qui avait récolté 122'720 tonnes en 1983, n'en avait produit que 57'000 l'an dernier. Cette année, l'on calcule qu'elle produira 29'000 tonnes des 48'000 supplémentaires qui seront récoltées dans toutes les raffineries du pays.

Des 201'600 tonnes qui vont être produites le quota établi pour l'exportation est de 76'800 tonnes, le reste (124'800) sera destiné à la consommation interne du pays, selon ce qu'a informé M. Coronel. Il a ajouté qu'une campagne massive de publicité est en train d'être préparée à laquelle collaboreront les médias, destinée à éviter les incendies et les dégâts que causent les troupeaux dans les plantations de canne à sucre. En effet, au cours de la dernière récolte, 48'000 tonnes de sucre ont été perdues à cause de brûlages indiscriminés et des problèmes du bétail qui, par manque d'enclos, paît dans les plantations.

Des experts du MIDINRA prévoient une lente récupération de l'industrie sucrière dans les années à venir, et estiment que les sept raffineries qui existent dans le pays pourraient arriver à produire 480'000 tonnes par récolte. L'industrie sucrière a obtenu une récolte record de 267'000 tonnes de sucre en 1976, mais depuis cette année-là la production n'a fait que baisser, et il a été impossible jusqu'à présent de récupérer ce haut niveau de production.

En 1984, cependant, on a enregistré une amélioration sensible, puisqu'on avait produit 249'000 tonnes, mais des facteurs découlant de l'agression et du blocus économique imposés par le gouvernement des Etats-Unis ont empêché le développement de cette industrie.

EL SALVADOR: "SEPARER" LA POPULATION CIVILE DE LA GUERRILLA

par Maria Elena Cantú.

Mexico, décembre (ANN). "La séparation irréversible de la population civile de la guérilla est nécessaire pour pouvoir gagner la guerre au Salvador" a déclaré le colonel Emilio Ponce, quelques jours avant d'occuper le poste de chef de l'état-major conjoint des Forces armées salvadoriennes.

Parvenir à "la séparation irréversible" pour assurer le contrôle politique et militaire des zones de conflit avec la

guérilla pourrait se faire de deux manières, d'après les militaires salvadoriens. "En protégeant les civils, au lieu de les agresser" ainsi que l'a manifesté le colonel Ponce ou bien en semant la terreur parmi ceux-ci pour les neutraliser. Il semble que c'est cette dernière option qui prévaut dans les rangs de l'armée, en dépit des déclarations du nouveau chef de l'état-major.

En effet, la violence menace d'éclater à nouveau avec la même intensité qu'il y a sept ans. D'après l'archevêché, les assassinats commis par les escadrons de la mort ont augmenté, passant d'une moyenne de trois par mois l'année dernière à sept en 1988. Ceci coïncide avec une opposition croissante au régime, des grèves et des protestations des mouvements populaires plus importantes et avec le début de l'offensive du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), qui depuis le 13 septembre dernier, a effectué d'importantes opérations militaires, jusque dans la capitale salvadorienne.

L'évêque auxiliaire de San Salvador, Mgr. Gregorio Rosa, a qualifié la situation de "très grave" lors d'une récente homélie. Il a également fourni des détails sur les méthodes employées par les escadrons de la mort. Le fait que ces derniers transportent toujours les cadavres de leurs victimes à d'autres endroits, l'amène à se poser la question suivante: "Comment cela peut-il se produire si souvent dans un pays qui a autant de barrages militaires?"

L'armée salvadorienne a renforcé ses dispositifs de sécurité à San Salvador et aux alentours de la capitale depuis l'intensification des opérations du FMLN dans cette zone et pour assurer la sécurité de la XVIIIème assemblée générale de l'OEA (organisation des Etats américains), qui a réuni, du 14 au 19 novembre, les ministres des Affaires étrangères du continent. Il faut cependant préciser que les insurgés, à cette occasion, avaient décrété une trêve unilatérale afin de faciliter cette rencontre continentale.

Cela n'a pas empêché que le nombre des victimes des escadrons de la mort augmente dans cette zone. La seule chose que le colonel Ponce ait affirmé récemment à ce sujet, c'est que l'armée ignore les liens et la provenance de ces commandos. Ces derniers mois, la capitale et ses alentours sont devenus le théâtre des opérations militaires du FMLN, qui a même attaqué le quartier général de la garde nationale. Il semble que dans cette partie du pays l'instabilité politique du projet anti-insurrectionnel et le mécontentement populaire se traduisent en un renforcement de l'union tant redoutée par le chef de l'état-major entre le FMLN et la population civile.

En ce sens, les escadrons de la mort, outre qu'ils sèment la terreur, contribuent par la sauvagerie à laquelle ils soumettent leurs victimes, à faire passer au second plan les opérations répressives de l'armée. C'est ce qu'affirme Rolando Orellana, membre du secrétariat de Promotion et de protection des droits de l'homme (SPPDH) du

FMLN. Il a expliqué à l'ANN peu avant de se rendre aux Etats-Unis où il a été invité par deux universités, "qu'en réalité, des 2'615 violations des droits de l'homme perpétrées entre janvier et le 31 octobre de cette année, seulement 88 sont attribuées aux escadrons de la mort".

Mais il semble que l'apparente différence entre la terreur officielle et celle des escadrons de la mort, que le gouvernement s'efforce de faire ressortir, et qui dans une certaine mesure a rencontré un écho dans la communauté internationale, a connu hier une grande défaite. Toute l'Europe, même les pays conservateurs et alliés du régime salvadorien, comme l'Angleterre, l'Italie et la République Fédérale d'Allemagne, ont qualifié de "modérée" la résolution adoptée par une commission de l'ONU.

D'après la communauté des 12, le document élaboré par le Mexique, l'Uruguay, la Colombie, le Venezuela, le Brésil, l'Argentine et le Panama ne rend pas compte de la détérioration des droits de l'homme au Salvador.

Le commandant Joaquín Villalobos a affirmé que le problème, pour le nouveau chef de l'état-major comme pour le gouvernement salvadorien, c'est qu'ils ne peuvent plus songer seulement à "séparer" les paysans de la guérilla, mais qu'ils doivent penser aussi aux citoyens. Et qu'en fait, la terreur que sèment les escadrons de la mort pourrait bien rendre tout-à-fait impossible cette "séparation irréversible" qui est la stratégie de l'armée.

Agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua,
Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1018.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

ARRIVEE D'UNE DONATION FRANÇAISE

Managua, (ANN). L'ambassadeur de France au Nicaragua, Laurent Rapin, a remis le 18 décembre aux autorités nicaraguayennes. Un chargement de 170 tonnes d'aide alimentaire envoyé par le gouvernement de son pays et des organisations non gouvernementales françaises.

Le chargement est arrivé dans le port atlantique de El Bluff par un bateau de guerre de la marine française en provenance de la Martinique. Les 170 tonnes sont le premier envoi d'un total de 600 dont le reste arrivera dans les semaines qui viennent. Dans un discours dont les larges extraits sont reproduits par le journal du FSLN "Barricada", Laurent Rapin a expliqué que même si le nombre de victimes est très inférieur à celui du tremblement de terre de 1972, "pourtant, les dommages et les souffrances provoqués par l'ouragan ont été énormes et nous qui vivons ici savons bien que les conséquences se feront sentir pendant de nombreuses années, ici (sur la Côte atlantique, ndlt) comme dans tout le pays".

"La coopération entre l'armée nicaraguayenne et l'armée française aidées des services portuaires nicaraguayens, a poursuivi l'ambassadeur, a permis que nos deux gouvernements puissent faire parvenir l'aide d'urgence offerte par la France sur les lieux-mêmes du désastre. Je voudrais rendre hommage à tous ceux qui ont permis de mener à bien une entreprise aussi significative. (...) Cette aide d'urgence provient en grande partie du gouvernement français, mais elle représente aussi la contribution de plusieurs organisations et associations privées. Certaines sont représentées au Nicaragua par des Français qui participent, parfois dans des conditions très difficiles, aux efforts pour le développement, le bien-être et l'éducation. Je rends hommage à leur action et à l'appui qu'ils reçoivent de nos amis nicaraguayens (...) Enfin, je voudrais assurer le gouvernement nicaraguayen, de même que les représentants des Eglises, des partis, des communautés et des groupes de toutes tendances qu'ils ne sont pas seuls dans l'adversité et que la France se propose de continuer son action en contribuant, pendant l'année qui vient, à l'effort de reconstruction".

L'ambassadeur de France a terminé son allocution par "Vive le Nicaragua ! vive l'amitié franco-nicaraguayenne!"

De son côté, le président du Comité national d'urgence, Reynaldo Tefel, a remercié la France pour son aide solidaire et a répondu à Laurent Rapin en soulignant que les Nicaraguayens "aimeraient que les bateaux de guerre français les bombardent souvent comme ils le font aujourd'hui". Les prochains envois sont attendus en janvier.

JA/PP
8042 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite